

Les citoyens investis dans la recherche de nouvelles terres agricoles en Haute-Vallée de l'Aude

Et si installer de nouveaux paysans dans les villages commençait par l'implication de leurs habitantes et habitants ? C'est le pari de l'association Terre de Liens, qui a mis l'action citoyenne au coeur de ses projets liés au foncier agricole dans l'Aude.

« On part du principe que les citoyennes et les citoyens connaissent très bien leur territoire ! » La phrase de Pauline Avila, animatrice territoriale de l'association Terre de Liens dans l'Aude, sonne comme une leçon de bon sens. Et elle résume aussi le pari mené par l'association, qui a organisé en 2022 et 2023 des réunions publiques pour mettre la question du foncier agricole au centre de la vie villageoise en Haute-Vallée de l'Aude. L'idée est de repérer, grâce à la contribution du plus grand nombre, des terrains abandonnés ou sous-utilisés pour favoriser l'installation de nouvelles activités agricoles. En ligne de mire : l'augmentation de l'autonomie alimentaire, sur un territoire où les terres arables sont rares et où, selon une enquête de 2019, les magasins bio ne peuvent fournir qu'à peine 15 % de fruits et légumes locaux. Le programme mené par Terre de Liens dans les communes de Limoux, Espérasa, Val-du-Faby et Céprie s'inscrit dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial de la Haute-Vallée, mais l'action a une ampleur plus large, à l'échelle du département, sur deux autres PAT, toujours sur le même principe : un accompagnement entièrement gratuit pour les communes concernées.

Histoire commune et bien vacants

La première étape de cet accompagnement est de donner la parole aux habitantes et habitants : « *Nous commençons toujours par réaliser une réunion ouverte aux citoyennes et citoyens de la commune, où nous présentons ce qu'est un diagnostic agricole et foncier, explique Pauline Avila. Puis on leur pose la question suivante devant la carte de la commune : « que se passait-il ici en termes agricoles ? » On co-construit l'histoire agricole de la commune, et cela nous donne des pistes et des idées sur ce qui pourrait être fait à l'avenir.* » Après la réunion publique, l'association recoupe les informations citoyennes avec les sources officielles et tente d'identifier des « biens vacants libres » au potentiel agricole intéressant. « *Dans certaines communes comme Espérasa, il y a beaucoup de biens vacants intéressants, assure Pauline Avila. Et il y a toute une procédure qui permet aux communes de les récupérer gratuitement. Encore faut-il délimiter avec certitude des terrains dont l'usage et la propriété sont dans le flou depuis plusieurs décennies : Dans certains registres cadastraux, les propriétaires étaient parfois morts au XIXe siècle !* »

Une fois identifiés des secteurs intéressants, le travail citoyen reprend de plus belle, puisque l'association convie les habitantes et habitants à des « arpentages citoyens » afin d'estimer, sur place, le potentiel agricole des terrains repérés sur la carte (*voir notre reportage ci-dessous*). On a des fiches parcelles, avec des cases à remplir : *est-ce qu'il y a un accès à l'eau, est-ce que c'est en friche, accessible...* explique Pauline Avila. À la suite de ces observations, on peut faire des préconisations pour pousser l'analyse et faire un diagnostic agricole avec un organisme comme le Biocivam de l'Aude. » Mais la réalité du terrain refroidit souvent les espoirs placés dans les parcelles repérées : « *À Espérasa, nous avons fait un arpentage avec une élue, lors duquel nous sommes allés voir cinq îlots. Un seul n'était pas trop en pente, pas trop isolé, mais nous avons un doute sur l'accès à l'eau. On a souvent observé des zones intéressantes mais pas forcément pour une activité professionnelle. Nous ne sommes pas allés jusqu'à la réalisation d'un diagnostic agronomique des terres.* » Pour autant, les terres repérées peuvent souvent être intéressantes pour

accueillir des jardins partagés ou familiaux, et leur recensement permet d'indiquer aux mairies des zones agricoles à protéger dans leur Plan Local d'Urbanisme.

Retour sur terre

L'action étant financée sur deux ans, le temps a manqué pour accompagner les communes dans l'acquisition des terrains : « *Ma prédécesseure, Roxane Dif, a commencé la mission mi-2022 et au bout d'un an et demi il fallait déjà rédiger les livrables pour les communes, explique Pauline Avila. C'est un travail long, et en un an et demi on ne fait qu'un travail descriptif.* » Certaines municipalités sont restées sur leur faim. Comme au Val-du-Faby, où la mairie avait déjà fait le repérage des terrains abandonnés, la commune étant peu étendue. « *Par ailleurs, les propriétaires de terrains peu utilisés ne les ont pas débloqués suite aux réunions ouvertes, raconte le maire Anthony Chanaud. Les idées de projets agricoles présentées ce soir-là n'étaient pas bien abouties, ça n'a pas dû rassurer les propriétaires. Parce que chez nous, il y a un passif, les propriétaires sont échaudés par des mises à disposition de terrains qui se sont mal passées : il y avait 28 campements illégaux quand je suis arrivé à la mairie !* » Cependant, l'élan donné par Terre de Liens, même s'il n'a pas permis d'échanges de terrains entre particuliers, a soutenu la mairie dans les efforts qu'elle avait déjà entrepris : « *ça nous a permis de rester sur une dynamique d'acquisition de foncier, raconte Anthony Chanaud. Le plus efficace, c'est que la mairie acquière. Puis que des producteurs s'installent, produise et fasse vivre ces terres. Nous, on l'a fait en bord de Faby : on a acheté une parcelle de 2700 m², et j'ai rendez-vous tout à l'heure avec un maraîcher qui veut s'installer.* »

Ensemble, on va moins vite ? Pauline Avila le reconnaît : « *C'est génial de mobiliser les citoyens, mais ça prend deux fois plus de temps. Il faut communiquer, prendre des rendez-vous, il faut que tout le monde aie la possibilité de donner son avis. Mais il y a cette dynamique citoyenne qui est positive, on en a par exemple profité pour faire des cinés-débat. Le programme a permis de confirmer un besoin exprimé par les habitantes et habitants : À 100 %, les gens aimeraient avoir une production locale.* » Mais l'envie n'a pas toujours suffi. Comme à Fabrezan, où les nouveaux prélèvements d'eau sont impossibles, ou à Maisons, où malgré l'engouement des habitants et le soutien de la mairie, le nombre de consommateurs potentiels n'étaient pas suffisant pour installer un maraîcher. « *Il aurait fallu faire une présélection des communes, analyse Pauline Avila. On a bien travaillé la méthode d'implication citoyenne, mais il faudrait à l'avenir se concentrer sur une commune-vitrine et l'accompagner jusqu'à l'acquisition puis la mise en place d'un espace-test.* » L'association Terre de Liens a ainsi prévu de se recentrer sur le diagnostic foncier citoyen de deux communes dans le cadre des prochains Projets Alimentaires Territoriaux de l'Aude et de Carcassonne Agglo. En Haute-Vallée, l'association se concentrera les deux prochaines années sur un autre enjeux de la souveraineté alimentaire locale : la transmission des fermes déjà existantes.

Aurélien CULAT
